



Emanuele Narducci, *Cicerone, La parola e la politica*, Bari: Laterza, coll. "Storia e Società", 2009. 468 pages. ISBN 9788842088301 - €30,00

Ce livre est d'une importance toute particulière. Il peut être considéré, dans tous les sens du terme, comme une *summa*, une synthèse des trente années qu'Emmanuel Narducci a consacrées aux études cicéroniennes. Ses traits particuliers et ses qualités propres en font dès à présent – il n'y a pas grand risque de le dire – un ouvrage destiné à rester un accomplissement dans l'histoire de nos études.

A l'évidence, le plan et la profondeur des recherches que suppose un tel livre m'obligent à me concentrer sur quelques uns seulement des nombreux sujets qui appellent réflexion et analyse.

Emanuele Narducci a construit et organisé son travail avec une clairvoyance subtile, mieux encore : avec une intelligence critique ne s'accordant aucune concession. Ayant choisi d'encadrer les problèmes et les grands noeuds thématiques dans un canevas biographique, il a enraciné sa réflexion dans le terreau chronologique inhérent au sujet. Je trouve ce choix particulièrement lucide et heureux. Je me suis demandé quelle raison l'avait conduit à privilégier une approche de ce type. Je n'ai pas de réponse définitive. Mais je crois qu'elle révèle sa sensibilité, son inclination d'historien. Pour être clair, lorsque je dis "historien", je pense "historien" tout court, sans qualificatif. Parce que tout Emanuele Narducci est là, historien à part entière, historien de la littérature certes, mais aussi de la société. En quoi il reste, jusqu'au bout, le disciple fidèle d'un Maître comme Antonio la Penna. Pour moi, qui suis, de profession, un historien du monde antique, j'ai trouvé dans les pages de ce livre une reconstruction extraordinairement lucide et convaincante de la crise de la République romaine, dans laquelle Cicéron aura été un acteur et un témoin de première importance.

Je me limiterai à quelques exemples dans ma tentative de mettre en lumière quelques aspects de ce travail, ceux que je considère, sans hésiter, comme fondamentaux. Comme chacun sait, et en dépit de la complexité des origines sociales de la crise de la République, Sylla est, d'un point de vue strictement politique, le personnage clé. Fondamentalement, la dictature syllanienne constitue une ligne de crête. L'aristocratie qui, pour un temps, avait soutenu Sylla, fut effrayée par ses excès et prit ses distances. C'est ce que Cicéron a compris très tôt, comme le démontre parfaitement Emanuele Narducci. Le chapitre consacré au *pro Roscio* est, en lui même, un grand moment d'analyse historique, plus encore que littéraire.

Le procès de Roscius, non seulement permet à Cicéron d'intégrer le cercle des *patroni* de premier plan, mais il le propulse également au coeur de l'arène politique. Evitons toute allusion à des situations contemporaines, pour respecter la probité intellectuelle d'un savant comme Emanuele Narducci, qui a toujours refusé de chercher des parallèles dans le temps présent, solution de facilité qui ne mène qu'à des banalités. Il n'en reste pas moins que, dans des situations d'une telle instabilité politique, et, pourrait-on dire, d'une telle incertitude institutionnelle, l'administration de la justice devient naturellement un objet de discorde. Dans le cas qui nous occupe, nous sommes en présence d'une accusation de parricide. Roscius père, probablement lié à des représentants de la *nobilitas*, fut assassiné à Rome alors que son fils gérait sa propriété à Ameria. La stratégie juridique de Cicéron peut se résumer dans l'utilisation du *cui bono*, ce qui revient à placer au centre des débats la question de savoir qui pouvait tirer avantage de l'assassinat de Roscius. Il en ressort un tableau sinistre et inquiétant. Le bénéfice de l'affaire ne pouvait revenir qu'aux deux autres membres de la famille qui, après le meurtre, avaient demandé à Chrysogonus, le puissant bras droit de Sylla, la réouverture des listes de proscription pour y inclure Roscius. C'était à l'évidence une stratégie pour se partager sa propriété, chose d'autant plus scandaleuse que Roscius était connu pour ses sympathies syllaniennes.

Autant le dire clairement, l'époque de Cicéron est marquée par une extrême violence. Violence des mots, des invectives, mais aussi, et surtout, violence en actes contre les adversaires politiques. En l'absence de corps intermédiaires comparables à des partis politiques, les affaires se règlent dans une large mesure par la violence personnelle, pratiquée par des bandes stipendiées par des leaders qui

tirent leur puissance de ressources économiques quasi illimitées. Le titre donné au chapitre initial, "chasseurs de tête", apparemment très cru, est comme l'instantané de cet état de fait. On ne peut comprendre la suite de l'histoire - la sensibilité de la culture à venir à l'époque d'Auguste - si l'on ne prend pas en compte cette réalité.

Pour en revenir au *pro Roscio*, je suis convaincu, comme Emanuele Narducci, que Cicéron n'a pas agi sans être couvert, je veux dire sans avoir d'abord obtenu une sorte de blanc seing des représentants les plus autorisés de l'aristocratie. Celle-ci ne voulait pas affronter directement le favori de Sylla. D'autre part, chacun sentait bien la nécessité de ramener l'arbitraire des syllaniens à plus juste mesure. Cicéron, avocat ambitieux et prometteur, était l'instrument idéal pour lancer ce signal, pour manifester une sorte de *caveat*. Jeune et brillant, tous les risques, en définitive, étaient pour lui.

Quand Cicéron se remémore cet épisode crucial dans le *De Officiis*, il n'exagère pas tant que cela en présentant la défense de Roscius comme l'attaque directe d'un *adulescens* contre le pouvoir de Sylla. Ce n'est pas un hasard si la stratégie défensive de Cicéron, qui a probablement déterminé l'heureuse issue du procès, était de distinguer les responsabilités de Sylla de celles de son protégé qui, apparemment, fut abandonné à son sort.

Je voudrais m'arrêter un instant sur la question de la violence politique à une époque au cours de laquelle, pour reprendre l'observation de Cornelius Nepos au début de sa vie de Caton, le *ius* le céda à la *potentia*. Les affrontements se durcirent, il n'était guère facile de rester neutre, ou pour mieux dire, d'assumer continûment un rôle important sans devoir prendre parti. C'était difficile, mais certains échappaient à la règle. Ainsi, en dépit de tout, un personnage a su rester « maître de lui » sans jamais participer aux combats du moment : Titus Pomponius Atticus. Narducci, dans un essai particulièrement brillant de la vie d'Atticus dans la collection BUR, avait intitulé un chapitre : « la biographie d'Atticus, l'abstentionnisme politique comme modèle éthique ». Et ce n'est pas un hasard si Cornelius Nepos a consacré la plus originale de ses biographies à cette personnalité originale. Si l'attrait qu'exerça Atticus sur ses contemporains était des plus subtils, l'intérêt qu'il exerce chez les historiens contemporains est des plus minces. Narducci a eu le grand mérite, dès ses premières recherches cicéroniennes, de rendre toute son épaisseur à ce personnage qui, aligné par principe sur le parti conservateur, est toutefois resté cohérent avec lui-même et fidèle à sa ligne de vie, sans compromission avec une vie politique marquée par des phénomènes d'une dramatique dégénérescence.

Je me suis demandé pour quelle raison Narducci nourrit une sympathie si manifeste pour ce personnage. Je ne veux pas hasarder une tentative d'analogie avec des situations contemporaines qui pourraient nous fourvoyer. A vrai dire, il n'est peut-être pas hors de propos de rappeler que l'abstention politique, c'est-à-dire, le désengagement de la lutte politique de tous les jours, ne signifie pas indifférence à l'égard du fond des querelles, de la valeur de ce qui est en jeu. Et pour qui a connu Narducci, il est impossible de rester insensible à la leçon personnelle qu'il a donnée à ce sujet. L'épicurisme d'Atticus est, au fond, comme le signe d'un engagement discret et délibérément non ostentatoire, comme si l'élégance, conçue comme art de vivre, avait été le choix essentiel qui a commandé tous les aspects de son existence.

Il ne fait aucun doute que l'orateur idéal tel que se le figure Cicéron est bien proche du type d'homme politique dont il a brossé le portrait dans le *De Republica*. Rappelons en passant qu'un des livres les plus importants parus sur le sujet en Italie au cours de l'après-guerre est celui d'Ettore Lepore, *Il princeps ciceroniano e gli ideali politici della tarda repubblica*, publié voici un demi siècle (Naples, 1954). Pour être bref, Lepore considérait que, tout au long de la période de son consulat, Cicéron avait donné corps à un programme basé essentiellement sur la *concordia* entre le Sénat et l'ordre équestre. Il s'agissait, en somme, d'un projet que l'on pouvait encore considérer comme entièrement « acceptable » par le parti aristocratique. Après l'année 62, vient à murir dans l'esprit de Cicéron, avec la conscience d'un isolement de plus en plus grand et que l'expérience de l'exil ne fera que renforcer, la recherche d'un nouveau type de consensus qui présupposait une base sociale plus large. A cette époque la scène politique romaine est dominée par Clodius, ennemi mortel de Cicéron, un acteur dont le rôle fut décisif et sans doute le plus emblématique de la crise politique, et qui pour devenir un patron du peuple avait dû recourir, lui le patricien, au passage *ad plebem* selon la procédure de

l'*adrogatio*, dont le formalisme et l'archaïsme étaient les traits dominants.

Clodius, pour lequel il faut désormais se référer au brillant portrait dressé par Luca Fezzi (*Il tribuno Clodio*, Roma-Bari, 2008), ce « tribun patricien », pour reprendre le titre d'une récente monographie américaine (W. J. Tatum, *The Patrician Tribune, Publius Clodius Pulcher*, Chapel Hill- London, 1999), est véritablement le prototype de l'agitateur sans principe, mais certainement pas sans programme. Il est l'expression de la pathologie d'un système dans lequel les composantes individuelles sont désormais prépondérantes. S'il est vrai que la plupart des querelles politiques à Rome avaient une dimension précise et limitée, les enjeux étaient importants et nombreux, et le plus fondamental de tous était la constante hostilité de l'oligarchie à l'égard de ceux qui menaçaient de gagner une position de suprématie incontestée au sein de l'Etat. Sa force et sa faiblesse furent révélées par la stratégie de Clodius quand il recourut à la mobilisation de la *plebs urbana*.

A ce moment, pour Cicéron, la « parole » semble devenir idéologiquement « politique » au sens où l'éloquence, l'art oratoire nourri de culture, devient l'instrument grâce auquel il peut envisager de gagner le consensus de classes plus larges. L'orateur a un nouveau public d'interlocuteurs politiques et se fait le porte parole de leurs exigences de promotion et d'affirmation sociales. C'est en pensant à eux qu'il dessine un programme qui vise à placer à la tête de l'Etat une nouvelle élite du mérite, qu'une formation culturelle vaste et approfondie rend consciente d'elle-même, et capable de se substituer à la vieille oligarchie et à l'aristocratie héréditaire.

En vérité, la dimension pleinement 'italique', et non plus seulement 'romaine', que cherche Cicéron pour son programme constitue, selon Lepore, une des principales innovations d'un discours comme le *pro Sestio* : le mot d'ordre est désormais celui du *consensus omnium bonorum*, c'est à dire l'accord de tous les bons citoyens des classes possédantes. Il se crée une 'opinion publique', représentée par les classes aisées de toute l'Italie, et des couches sociales qui cherchent à s'en approcher, face à laquelle le cercle des gouvernants devient en quelque sorte responsable de ses actes.

Je crois que Narducci, s'éloignant en partie de Lepore, estime que les interlocuteurs que Cicéron avait de préférence en vue étaient les couches les plus élevées des classes possédantes, à savoir les aristocraties municipales. Il me semble également peu probable que Cicéron ait voulu se tourner vers les moins favorisés des propriétaires de la classe romano-italique. De toutes façons, s'il faut rénover l'équilibre social, cela se fera toujours grâce à une aristocratie comme « parti de gouvernement » qui, selon lui, doit être l'axe de cet équilibre. Il s'agit donc de réformer, en l'améliorant, le système de gouvernement sénatorial. De là vient la suggestion d'un sénat rénové et reconfiguré, compris comme le lieu dans lequel les talents de l'élite traditionnelle héréditaire pourraient être soutenus par des talents ne devant rien qu'à eux-mêmes. La parole, dès lors, incarne la politique, devient la politique.

Enfin, l'homme politique que Cicéron appelle de ses vœux doit savoir se placer en dehors et au dessus des *partes* en conflit, être le médiateur efficace des conflits politiques et sociaux : on en vient à se demander s'il ne s'agit pas d'une sorte de figure potentielle d'Atticus. La lecture du livre de Narducci me convainc que, au delà des intentions personnelles de Cicéron, se manifeste, surtout dans ses écrits politiques de la maturité, le besoin diffus d'un régime d'une autorité légitime : ce n'est pas un hasard si un concept comme celui du *consensus* devient le point cardinal de l'idéologie politique. C'est ainsi que devrait être interprété le précepte (formulé dans *de officiis* I 85, sur la base d'un passage célèbre de Platon), selon lequel l'homme politique doit agir en vue de l'intérêt complet de tous les citoyens, et non pour une partie limitée ou de catégories particulières.

N'en doutons pas, l'aspiration à un régime autoritaire, restauré sur des bases tout à fait nouvelles, se fait sentir aussi dans la tendance du moment à faire confiance, pour le salut de la *res publica*, à une personnalité de grand prestige, autour de laquelle doit s'agréger le consensus politique : c'est un point qui me semble être particulièrement cher à Narducci même par rapport aux arguments avancés par Lepore dans son livre.

Voici ce qui semble être le grand testament politique de Cicéron. Cicéron dialogue directement avec Platon et recherche un modèle idéal. Il est vraisemblable que Cicéron, pour prendre en compte l'usure et la faible cohésion de l'aristocratie sénatoriale, a désiré que l'influence d'une forte personnalité se concilie avec l'autorité du Sénat, qu'elle devait renforcer plutôt que l'affaiblir : il faut souligner que sa vision de l'élite des *principes*, constituée d'hommes politiques influents, instruits et éclairés,

représente un *aggiornamento* plutôt qu'un dépassement du cadre institutionnel de la *res publica*.

Il ne saurait être question d'une préfiguration du régime augustéen, ne serait-ce que parce que son *princeps* ne semble pas posséder un charisme tel qu'il puisse s'élever, de lui-même, sur un plan supérieur à celui de la communauté civique. En d'autres termes : il ne l'intègre pas dans le cadre d'une réforme institutionnelle. On peut dire que l'héritage cicéronien à l'époque augustéenne, non seulement dans la culture, mais aussi dans la morale et la politique, tire sa force, je crois, des écrits de philosophie politique de la dernière partie de sa vie.

A la fin de la *respublica amissa*, pour laquelle la crise est « sans alternative », la « parole » perd sa valeur politique et le champion de la parole perd même la vie. Dans le sombre début de l'année 43, « face aux armées coalisées il n'y avait plus aucun espace pour la politique ». C'est une fin qui ne peut laisser indifférents tous ceux qui ont à cœur le sort de la démocratie ou, au moins, d'une certaine idée de la démocratie.

A cet égard, le diagnostic apparemment aseptisé de Polybe apparaît bien sombre, même si, à mon sens, il contient dans son moralisme, des éléments importants de vérité :

« Lorsqu'un régime, après s'être tiré de plusieurs grands périls, atteint à une suprématie fondée sur une puissance incontestée, il est bien évident que, à mesure que la prospérité se répand parmi la population, les gens se mettent à mener plus grand train, que les citoyens se disputent avec le plus d'âpreté les magistratures et les autres fonctions » (Histoire, VI, 57, trad. D. Roussel, La Pléiade).

En d'autres termes, la crise éclate au moment où les tensions qui opposent les ambitions individuelles et l'organisation politique n'ont plus de solution, ou quand la majorité des citoyens se sent exclue de la vie des institutions. Telle est peut être une partie du message de Cicéron, engagé « à donner à l'engagement politique une base d'éthique enthousiaste », message qui fut reçu précocement par celui qui aura assumé en partie la responsabilité de son assassinat.

Après l'avoir lu, ce livre est comme un grand témoignage de conscience intellectuelle et de rigueur autocritique. L'écriture est limpide, sèche, surveillée, et pourtant d'une grande ampleur, riche en arguments savamment nuancés. Il manque, me semble-t-il, une réflexion finale, une conclusion qui dresserait le bilan des trente années d'études qu'Emanuele Narducci a consacrées à Cicéron. Je crois que l'auteur, s'il en avait eu la possibilité, aurait également tracé une prospective pour les travaux futurs.

Chaque lecteur est libre d'imaginer la conclusion que Narducci aurait pu apporter son travail. Je ne me hasarderai à aucune hypothèse, à cette considération près : c'est en soi une raison de plus pour affirmer que nous nous trouvons face à un livre d'une importance exceptionnelle, destiné à durer, à constituer un point de référence, qu'aujourd'hui nous lisons et que nous cherchons à comprendre – ou croyons comprendre. Dans l'avenir, d'autres lecteurs le liront avec une émotion et une sensibilité différentes des nôtres, parce qu'il est juste de dire, comme pour tous les livres, et surtout pour les plus grands d'entre eux, *habent sua fata*.

Arnaldo Marcone (Trad. Ph. Rousselot).